

Des TEC partiellement harmonisés ont été mis en place en 1995 et, déjà, environ 90 p. 100 de tous les échanges entre les membres se font en franchise de droits. Les exceptions aux TEC, telles que les centaines de lignes tarifaires différentes appliquées par chaque pays, doivent être éliminées d'ici 2006. Des secteurs importants, tels que le sucre, restent exemptés. Le régime de rajustement auquel étaient soumis les échanges commerciaux du Mercosur pendant la période de transition est arrivé à son terme (depuis décembre 1999 pour le Paraguay et l'Uruguay et décembre 1998 pour le Brésil et l'Argentine). En ce qui concerne les services, les ministres du Commerce des pays membres ont approuvé un cadre de travail à la mi-décembre 1997 et des négociations en profondeur sont en cours. On n'a constaté aucun progrès dans le domaine de la libre circulation de la main-d'œuvre.

Depuis sa création, le Mercosur a négocié et conclu des accords de libre-échange avec le Chili et la Bolivie. Il a également conclu avec l'Union européenne un accord cadre dont la mise en œuvre devrait être terminée en 2005.

### **Entente de coopération en matière de commerce et d'investissement**

Signé en juin 1998, l'Entente de coopération en matière de commerce et d'investissement (ECCI) Canada-Mercosur a jeté les bases d'un renforcement du commerce et de l'investissement bilatéraux et établi un cadre en vue de faciliter la collaboration au sein de la ZLEA, de l'OMC et du Groupe de Cairns. Conformément à l'ECCI, la première réunion du Groupe consultatif a eu lieu pendant la réunion de la ZLEA à Toronto en novembre 1999. Les membres du Groupe consultatif ont alors décidé de constituer deux comités : le premier pour étudier la coopération douanière et technique, et le second pour examiner les meilleures pratiques de développement et de promotion du commerce. De plus, il a été convenu qu'un conseil consultatif de représentants des milieux d'affaires serait instauré à la prochaine réunion du Groupe, prévue pour le début de l'été de 2000 en Uruguay. Ce conseil permettra au secteur privé d'exprimer directement son opinion auprès des intervenants chargés des relations Canada-Mercosur en matière de commerce et d'investissement.

Le Canada continuera d'encourager les pays membres du Mercosur à adhérer à l'ATI. Le Mercosur représente un grand marché d'exportation pour les fabricants canadiens de matériel du secteur des technologies de l'information et des communications.

## **ARGENTINE**

Grâce à la politique économique qu'elle conduit avec constance depuis 1991, l'Argentine connaît une stabilité économique inégalée dans son histoire récente. Le Plan de convertibilité de 1991, qui a aligné le peso sur le dollar américain et qui a connu un succès énorme, a généré beaucoup de confiance parmi les investisseurs locaux et étrangers et un large appui au sein du public. En raison de sa forte dépendance à l'égard de l'économie du Brésil et de la crise monétaire de ce pays, l'Argentine a vu sa production industrielle décliner récemment. Toutefois, les perspectives pour les exportateurs canadiens restent prometteuses à moyen et à long terme, surtout dans le secteur de l'investissement, où l'Argentine est l'un des principaux marchés émergents pour l'investissement étranger.

### **Porc**

Le 30 septembre 1997, les représentants de l'ACIA et leurs homologues argentins ont conclu une entente portant sur un projet pilote qui permettrait l'exportation de porc frais, réfrigéré et surgelé vers l'Argentine et l'importation de viande bovine fraîche, réfrigérée et surgelée en provenance de l'Argentine. Des exigences techniques avaient auparavant empêché le commerce de ces produits. En 1999, les deux pays ont accepté de prolonger le projet pilote pour une durée indéterminée, en attendant l'issue de discussions d'ordre technique en vue d'un arrangement à plus long terme. Ces pourparlers se poursuivront en 2000. Grâce au projet pilote, les exportations canadiennes de porc vers l'Argentine ont atteint 3,6 millions de dollars en 1998.

### **Investissement**

L'Argentine représente un important marché d'investissement pour le Canada. En 1998, les investissements canadiens directs y totalisaient 2,2 milliards de dollars, alors qu'ils n'étaient que de 1,9 milliard en 1997. Ces investissements sont principalement concentrés dans les secteurs du pétrole et du gaz, des mines, de l'énergie, de l'agriculture, des banques et des télécom-